

**REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL
COMMUNE DE CAVES**

Réunion du mardi 14 mai 2024 à 18h
Compte rendu

L'an **deux mil vingt-quatre, le quatorze mai à dix-huit heures**, le Conseil Municipal de la Commune de **CAVES**, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Monsieur **Bernard DEVIC, Maire**.

Présents : Bernard DEVIC, Danielle ORTUNO, Sylvain GOMEZ, Thierry SAUZE, Francis BARREDA, Sylvie ONNIS, Isabelle DORMIERES, Marie-Christine HERVE, Fanny PETIT (9)

Date de la convocation du Conseil Municipal : **30/04/2024**

Absents excusés : Jean GOMEZ, (1)

Absents : Alexandra PASCUAL, (1)

Absents excusés avec pouvoir : Lilian BARREDA, à Bernard DEVIC, (1)

Nombre de conseillers : 12 - En exercice : 12 - Présents : 9

Secrétaire de séance : Isabelle DORMIERES

Ordre du jour :

I. Approbation du procès-verbal du Conseil Municipal du 21/03/2024.

DELIBERATIONS

II. Convention antenne relais SFR /avis sur installation

III. Travaux- Parvis du Foyer

IV. Maîtrise d'œuvre/Etude ATD/Entrée Est RD27

V. Etude/Projet - Police Municipale Intercommunale

VI. Forage/Études de faisabilité de captage d'eaux souterraines

VII. Projet de la Z.A.C. des 4 chemins/Avis

VIII. TEMPORA/Convention/animation culturelle

INFORMATIONS

IX. Ateliers Municipaux/Entreprises

X. Eglise/rénovation/Entreprises

XI. Questions diverses

I. Approbation du procès-verbal du Conseil Municipal du 21/03/2024.

Approuvé à l'unanimité

II. Convention antenne relais SFR /avis sur installation

Monsieur le Maire explique à l'Assemblée qu'il convient d'émettre un avis sur l'installation d'une antenne relais SFR.

SFR exploite des réseaux de télécommunications sur le territoire français. Monsieur le Maire rappelle les péripéties judiciaires en cours avec cet opérateur.

Suite aux orientations du conseil municipal sur ce sujet en 2021/2022,

Considérant que la commune de Caves (11510) est propriétaire d'un terrain, situé à la station d'épuration, chemin de la Traito, sur la parcelle cadastrée n°433 section U, susceptible de servir de site d'émission-réception.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de délibérer pour avis.

Où cet exposé et après en avoir délibéré, l'assemblée délibérante :

DECIDE de donner un avis favorable à l'installation d'une antenne relais S.F.R sur la parcelle U433.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention afférente.

CHARGE Monsieur le Maire de toutes les démarches nécessaires,

DONNE POUVOIR à Monsieur le Maire pour signer toutes pièces relatives à cette affaire étant entendu que le Conseil Municipal sera tenu régulièrement informé de l'avancement du projet.

Approuvé à l'unanimité

III. Travaux- Parvis du Foyer

Monsieur le Maire expose à l'Assemblée que :

- L'ATD (Agence Technique Départementale) avait produit des esquisses d'aménagement du parvis du foyer incluant l'emprise du CD27 face à ce parvis.
- Que des dossiers de demande de subvention ont été présentés sur la base de ces études liant CD27 et parvis du foyer
- Que, actuellement, les dossiers ne sont pas acceptés. Celui présenté au Grand Narbonne est toutefois en voie de l'être.

Monsieur le maire souhaite que l'on dissocie l'aménagement du parvis de celui du CD27.

Différentes esquisses ont été faites par l'architecte en charge du projet de rénovation du foyer. Certaines incluent la rue de la mairie et d'autres non.

Monsieur le maire a retenu une de ces esquisses « Aménagement cœur de village – parvis du foyer » qui ne comporterait que le parvis pour un coût prévisionnel de **92 959,50 € HT** soit **111 551,40 € TTC** dont **4 200,00 €** de frais d'honoraires.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de délibérer.

Isabelle DORMIERES insiste sur la nécessité de missionner l'ATD pour superviser cette réalisation, tant du point de vue technique qu'administratif (passation d'un avenant au marché de l'architecte et contrat de travaux de l'entreprise)

Où cet exposé et après en avoir délibéré, l'assemblée délibérante :

DONNE POUVOIR à Monsieur le Maire pour suivre ce dossier, étant entendu que le Conseil Municipal sera tenu régulièrement informé de l'avancement du projet.

Approuvé à l'unanimité

IV. Maîtrise d'œuvre/Etude ATD/Entrée Est RD27

L'ATD avait également produit un pré-programme concernant l'aménagement de l'entrée Est du village.

Il convient maintenant de missionner un bureau d'étude pour réaliser la maîtrise d'œuvre de ce projet.

Le montant prévisionnel de la prestation de maîtrise d'œuvre a été évalué aux alentours de 20 000 € HT.

Ce montant prévisionnel étant inférieur à 40000 €, nous pouvons choisir le maître d'œuvre sans publicité ni mise en concurrence en application de l'Article R2122-8 du Code de la commande publique.

L'ATD nous propose de consulter les bureaux d'études suivants :

- ETI à Carcassonne (11)
- INFRA D'OC à Balaruc-les-Bains (34)
- SUD REHAL à Narbonne (11)

Le bureau d'études choisi devra s'adjoindre la compétence d'un paysagiste. Il devra nous remettre une offre répondant à un cahier des charges rédigé par l'ATD.

Monsieur le Maire, au vu de l'importance stratégique du dossier, rencontrera les candidats et demande au Conseil Municipal de l'autoriser à contractualiser avec l'un d'eux.

OÙ cet exposé et après en avoir délibéré, l'assemblée délibérante :

AUTORISE Monsieur le Maire à choisir le maître d'œuvre de l'opération « Entrée Est » et à signer tous les documents afférents.

Approuvé à l'unanimité

V. Etude/Projet - Police Municipale Intercommunale

Monsieur le Maire rappelle que CAVES ne dispose pas de police municipale. Le maire rencontre parfois des problèmes d'incivilités et qu'il est essentiel de s'en occuper avant que cela ne devienne récurrent et problématique.

Seul garant de l'autorité, il explique qu'il faut prioriser les enjeux de tranquillité publique.

Il informe que :

- Les communes de TREILLES et de FITOU, qui sont confrontées aux mêmes problèmes, souhaitent s'associer à CAVES, pour se doter d'une police mutualisée.

- Les 3 communes réfléchissent donc à la création d'une police municipale intercommunale qui aurait vocation à améliorer la qualité du service rendu aux habitants et à répondre au besoin de sécurité, salubrité et tranquillité publiques sur l'ensemble du territoire.

- L'organisation d'un service de police municipale et les modalités de son fonctionnement sont fixées par le Code de la sécurité intérieure (CSI, articles L.511-1 et suivants, L.512-1 et suivants, L.513-1, L.514-1, L.515-1).

- L'initiative, si elle se concrétise, fera l'objet, après étude, d'une convention conclue entre l'ensemble des Maires des communes intéressées, après délibération de leurs Conseils Municipaux. Cette convention fixera les modalités d'organisation et de financement de la mise en commun des agents et de leurs équipements, définira les conditions de son renouvellement, ainsi que les conséquences du retrait d'une commune. Les communes participantes devront également signer une convention de coordination des interventions de la police municipale et des forces de sécurité de l'État.

Pour l'heure, aucun calendrier n'est fixé ; tout le montage juridique reste à formaliser. Monsieur le Maire propose d'émettre un avis favorable à l'étude d'un projet d'une police municipale intercommunale.

Considérant les problèmes d'incivilités, de délinquance ou les conflits de voisinages, pouvant survenir sur le territoire des 3 communes,

Considérant la nécessité d'assurer, sur le territoire des 3 communes, une présence, de faire de la prévention et de la médiation, d'intervenir lors des rixes, de faire respecter les règles de stationnement, de lutter contre les dépôts sauvages...

Considérant que la mutualisation de moyens entre communes et établissements publics est encouragée, afin de rationaliser le travail des agents, favoriser les économies d'échelle et permettre une gestion efficace des deniers publics,

Considérant qu'en l'espèce, cette mutualisation de service permettrait aux trois communes intéressées, de s'organiser de manière efficace et de se doter de moyens suffisants pour leur police municipale, tout en permettant aux collectivités de moindre importance de bénéficier d'un service de police municipale efficient,

Le Conseil Municipal,

OUI cet exposé, et après en avoir délibéré,

EMET un avis favorable au lancement de l'étude d'un projet de police municipale intercommunale avec Treilles et Fitou,

DIT que le Conseil Municipal sera appelé à délibérer sur une convention de fonctionnement et de financement du service de police municipale intercommunale des communes de Treilles, Caves et Fitou,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes les pièces relatives au lancement de l'étude.

Approuvé à l'unanimité

VI. Forage/Études de faisabilité de captage d'eaux souterraines

Le forage est un système qui consiste à aller chercher l'eau dans la nappe phréatique.

La commune de Caves bénéficie de 3 forages officiellement reconnus et répertoriés mais pour le moment inexploités.

Il s'agit de vérifier les différents facteurs géologiques, hydrologiques et environnementaux d'un site, en établissant une synthèse technique, réglementaire et financière de(s) la solution(s) de protection ou d'exploitation projetés afin de réaliser toutes les étapes pour des forages de 10 à 450 m de profondeur avec un diamètre de 90 à 508 mm : recherche d'eau, captage d'eau, pompage, sondage de terrain...

L'estimation approximative du coût pour réaliser une remise en service s'élève à **25 000 € TTC**.

Pour les collectivités, l'article R. 1321-6 du CSP stipule que l'avis de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, spécialement désigné par le préfet pour l'étude du dossier, porte sur les disponibilités en eau, sur les mesures de protection à mettre en œuvre et sur la définition des périmètres de protection mentionnés à l'article L. 1321-2 du CSP.

L'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'utilisation d'eau, mentionnée aux articles R. 1321-6 à R. 1321-12 et R. 1321-42 du CSP, précise que l'avis émis par l'hydrogéologue agréé porte notamment sur les disponibilités en eau, le débit d'exploitation et les propositions de périmètres de protection du captage ainsi que d'interdictions et de réglementations associées concernant les installations, travaux, activités, dépôts, ouvrages et aménagement ou occupation du sol à l'intérieur de ceux-ci.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de délibérer.

OUI cet exposé et après en avoir délibéré, l'assemblée délibérante :

DECIDE d'approuver la réalisation d'une étude de faisabilité de captage d'eaux souterraines à partir des forages existants

AUTORISE Monsieur le Maire à signer le protocole d'étude exposé ci-avant,

CHARGE Monsieur le Maire de toutes les démarches et demandes d'autorisation nécessaires à la remise en service d'un forage existant auprès de la préfecture

DONNE POUVOIR à Monsieur le Maire pour signer toutes pièces relatives à la réalisation de la remise en service en cas d'accord de la préfecture étant entendu que le Conseil Municipal sera tenu régulièrement informé de l'avancement de l'opération.

Approuvé à l'unanimité

VII. Projet de la Z.A.C. des 4 chemins/Avis

Considérant la **demande de la communauté d'agglomération du Grand Narbonne d'étudier, sur une surface de 30 hectares, la possibilité d'étendre la zone d'activité économique « des 4 chemins » qu'elle gère depuis 2015, la commune de Caves formule l'avis suivant :**

- **La zone économique et son développement étaient prévus historiquement** par les anciens élus qui ont adopté le PLU en janvier 2008.
- **La situation économique viticole et les évolutions climatiques** donnent moins de perspectives à l'utilisation de tout l'espace naturel et agricole communal.
- **La commune ne s'étant pas engagée en temps opportun dans la production des énergies renouvelables** (éolien et photovoltaïque), le développement de la zone d'activité économique reste la seule possibilité de consolidation des finances communales.

Pour ces raisons, la commune donne un **avis favorable mais souhaiterait que les aménagements et conditions suivants soient étudiés et pris en compte :**

- L'espace viticole utilisé pour la ZAC doit pouvoir être redéfini autour du village avec des mesures compensatoires acceptables pour permettre la replantation de ceux qui le souhaiteraient.
- La voie douce reliant La Franqui à Caves doit être programmée avant ou concomitamment des travaux d'extension de la zone.
- La Station d'épuration de Caves doit être connectée à celle de La Franqui avant ou concomitamment des travaux d'extension de la zone.
- L'aménagement de l'ancienne Cave viticole, bâtiment historique et patrimonial doit être réalisé en partenariat avec le Grand Narbonne.
- Cet aménagement doit être accompagné d'une intégration paysagère de qualité, d'une végétalisation qui doit concerner l'intégralité de la zone actuelle et future, dont le développement doit être situé le plus loin possible du village et le plus près de la route D6009.
- La commune doit être représentée par au moins deux membres dans la commission qui choisira les entreprises à implanter, en émettant le vœu qu'elles soient génératrices du maximum d'emplois de proximité.

Dans le cadre de la révision actuelle de son PLU, la commune s'attachera à formaliser ces orientations d'aménagements.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de délibérer.

OUI cet exposé et après en avoir délibéré, l'assemblée délibérante :

DECIDE de donner un avis favorable à la présentation au Grand Narbonne du texte ci-avant.

Approuvé à l'unanimité

VIII. TEMPORA/Convention/animation culturelle

Monsieur le Maire présente à l'assemblée le projet de partenariat entre la Communauté d'Agglomération du Grand Narbonne et la commune de CAVES.

Monsieur le Maire indique que la Commune de Caves souhaite bénéficier d'une animation culturelle en date du mardi 6 août 2024 proposée en partenariat dans le cadre de la programmation du festival itinérant « LA TEMPORA » organisé par la Communauté d'Agglomération du Grand Narbonne

Considérant que cette manifestation s'inscrit dans le cadre de l'animation culturelle de la Commune de CAVES.

Oui cet exposé et après en avoir délibéré, l'assemblée délibérante :

DECIDE d'approuver le protocole de mise en œuvre du dispositif « La TEMPORA »,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ledit protocole sur le modèle joint à la présente délibération. L'emplacement de l'animation reste à définir.

Approuvé à l'unanimité

INFORMATIONS

IX. Ateliers Municipaux/Entreprises

LISTE DES ENTREPRISES /CONSULTATION AU 08/03/24

LOT 1 GROS OEUVRE FONS & KARA

26, rue de la Clauze, 11 130 SIGEAN

Représentée par Mr Pascal FONS 06 22 85 68 97 N° SIRET 44881545600048

fonsetkara@gmail.com

Offre de base : 139 517,16 €

Offre retenue : 138 000,00 €

LOT 2 MENUISERIE ALUMINIUM CONFORALU

31 rue Alain Colas, SA l' Estanyot , 66 420 Le Barcarés

Représentée par Mr Sébastien FERRER N° SIRET 32580597600033 06 68 74 40 60 conforaluferrer@orange.fr

Offre de base : 16 080,00 €

Offre retenue : 16 000,00 €

LOT 3 PLATRERIE SNCI

ZA , 5 rue de la Gineste , 66 600 RIVESALTES

Représentée par Mr Pierre LOPEZ N° SIRET 38390946200012 06 27 44 37 72 lopez.snci@wanadoo.fr

Offre de base : 2 743,88 €

Offre retenue : 2 743,88 €

LOT 4 PLOMBERIE CR MULTISERVICES

4 rue du Cers, 11510 Caves

Représentée par Mr Cédric Rodriguez N° SIRET 920 817 665 06 58 90 85 08 cedricrodriguez@cr-multiservices.com

Offre de base : 3 900,00 €

Offre retenue : 3 900,00 €

LOT 5 ELECTRICITE SL ELEC

34 rue de la fontaine 11510 Caves

Représentée par Mr Sébastien LUCIEN N° SIRET 88348973800018 06 03 37 37 07 sarl.slelec@gmail.com

Offre de base : 7 150,00 €

Offre retenue : 7 150,00 €

LOT 6 SOLS FAIENCE FONS & KARA

26, rue de la Clauze, 11 130 SIGEAN

Représentée par Mr Pascal FONS N° SIRET 42179194800027 06 22 85 68 97 fonsetkara@gmail.com

Offre de base : 3 000,00 €

Offre retenue : 3 000,00 €

LOT 7 PEINTURE CR MULTISERVICES

4 rue du Cers, 11510 Caves

Représentée par Mr Cédric Rodriguez N° SIRET 920 817 665 06 58 90 85 08 cedricrodriguez@cr-multiservices.com

Offre de base : 1 841,21 €

Offre retenue : 1 800,00 €

TOTAL HT 172 593,88 €

X. Eglise/rénovation/Entreprises

Une seule entreprise a répondu à la consultation.

Le mécénat a permis de réunir une somme importante mais, pour qu'elle nous soit versée, il faut un accord de l'architecte des bâtiments de France (conservateur des monuments qui a pour mission de service public, l'entretien et la conservation des monuments protégés).

Calendrier : fin 2024/début 2025

XI. Questions diverses

Monsieur le maire présente la communication de la préfecture qui officialise notre zone prioritaire ENR.

Le camping a eu l'autorisation de construire concernant son bâtiment et va commencer les travaux.

Mardi 21/05 : Réunion de travail sur la révision du PLU

Devant les difficultés engendrées sur le « passage des Amandiers », monsieur le maire charge Dany ORTUNO de présenter une solution avant la fin de l'été 2024.

L'organisation de la fête de la Sainte Germaine est présentée par Thierry SAUZE - via caves spécial-

Les élections européennes auront lieu le 9 juin. Réunion de préparation à prévoir entre le 3 et le 5 juin. Le bureau de vote sera à la cantine de l'école.

Séance levée à 19h15